

Histoire 8/8

Le Vlaams Blok (Vlaams Belang)

Par Christian Laporte



A l'origine des partis

Evocation. La politique belge, sur son versant francophone, est à nouveau sens dessus dessous. Et bien malin qui pourrait dire comment sortir de l'impasse actuelle. Les responsables politiques devraient peut-être se repencher sur l'histoire de leur parti et se rappeler ce qui a motivé leurs lointains prédécesseurs à vouloir changer la société. "La Libre" va les y aider.

Un bloc de flamingants rabâcheurs et de nostalgiques nazis

S'il n'est pas exceptionnel de voir un parti changer de nom, il est extrêmement rare de le faire après une condamnation en justice. C'est pourtant ce qui est arrivé au Vlaams Belang qui à l'origine s'appelait le Vlaams Blok (VB). Il faut dire que le 9 novembre 2004, la Cour de cassation avait confirmé un arrêt de la Cour d'appel de Gand du 21 avril 2004 qui condamnait pour racisme et xénophobie plusieurs associations gravitant autour du Vlaams Blok.

Ces dernières, la Vlaamse Concentratie (VC), l'association qui gérait les finances et les subsides, le Nationaal Vormingsinstituut (NV), son école de cadres et la Nationalistische Omroepstichting (NOS), son relais pour les émissions concédées de la VRT, s'étaient vu infliger de lourdes amendes pénales pour leurs paroles et leurs actes hostiles aux étrangers mais la condamnation confirmée risquait surtout d'entraîner, à court terme, une mise hors-la-loi du parti lui-même. En effet, selon la loi, un parti qualifié de raciste par la justice pouvait se voir privé de dotation publique. Ce qui aurait été une sanction encore pire car le VB aurait été amputé d'une partie non négligeable de ses finances.

Le Belang annonçait qu'il ferait campagne pour ne pas accepter en Flandre, ceux qui "rejettent, nient ou combattent notre culture".

Mêmes initiales, mêmes couleurs...

"Hocus, pocus pas"..., comme on dit en langage de magicien nordiste, il suffit donc d'un coup de baguette pour que le parti changeât de nom, se muant en Vlaams Belang. Pas folles les guêpes noires et jaunes! Pour ne pas devoir changer tout son matériel de propagande, le parti conserva ses initiales (VB) et ses couleurs, le noir et le jaune comme sur le drapeau flamand... de combat. Pour rappel: la langue et les griffes du lion sont rouges sur le drapeau officiel de la Flandre.

Retour à la condamnation pour racisme: dans l'attente de l'arrêt - aux conclusions nullement inattendues - de la Cour de cassation, la formation d'extrême droite avait pris les devants et modifié ses statuts.

Non, non rien n'avait changé...

Bigre, cela s'imposa car ceux du Vlaams Blok demandaient notamment le "renvoi vers leur pays [d'origine] de larges groupes d'immigrés non-européens". Mais sur le fond comme dans la chanson des Poppys, rien n'avait vraiment changé car le Belang annonçait qu'il ferait campagne pour ne pas accepter en Flandre, ceux qui "rejettent, nient ou combattent notre culture".

Extrémiste, un jour, extrémiste tou-

jours: en fait, le Blok comme le Belang fut toujours le réceptacle des flamingants les plus radicaux. C'est dans ses rangs aussi que se retrouva le plus grand nombre de nostalgiques, purs et durs du fascisme qui n'avaient de cesse d'excuser ceux qui s'étaient compromis avec l'ennemi allemand puis nazi pendant les deux guerres.

A leurs yeux, leurs aïeux n'avaient pas fauté en collaborant. Au contraire:

ils avaient leurs raisons de le faire, n'étant en somme de leur point de vue que des combattants de la liberté flamande contre le méchant Etat belge dominé par les francophones et par les forces de gauche.

L'appel des petits vicaires

Quant à ceux qui s'étaient battus sur le front russe, ils recevaient aussi l'absolution puisqu'ils n'avaient fait que répondre à l'appel de leurs petits vicaires pour aller affronter les bolcheviques athées! Le Mouvement flamand dans son ensemble subit le contrecoup de la stigmatisation au lendemain des deux conflits mondiaux mais finalement la radicalisation de la guerre froide lui permit de se racheter une conduite... Mieux, il en tira des arguments pour tenter d'arracher l'amnistie pour les brebis égarées. Un combat qui ne réussit pourtant pas et qui cessa faute de combattants.

La répression d'après-guerre ne fut pas longtemps un frein pour les nationalistes.

Dès 1949, des ex-collaborateurs blanchis par la justice se présentèrent aux élections législatives sous la casaque de la Vlaamse Concentratie.

La Concentratie recule pour mieux sauter

De quoi mettre mal à l'aise le monde

politique catholique flamand: sous ce nom, le Parti éponyme avait conclu un accord de collaboration... dans les années 1930 avec le VNV, le Vlaams Nationaal Verbond. Ce dernier se fourvoya ensuite dans l'intelligence avec l'ennemi. La Concentratie de 1949 n'eut pas d'êlu mais ses militants constituèrent le terreau de la Volksunie, lancée en 1954. Avec déjà Karel Dillen qui émergerait plus de 20 ans après avec le Vlaams Blok. En fait, comme pour la naissance de la N-VA - "La Libre Belgique" du 8 août - le Blok est né d'une sécession de la Volksunie. Ses figures de proue, Hugo Schiltz en tête, avaient relevé à l'époque le défi de trouver un grand accord communautaire qui irait plus loin que le fédéralisme culturel de

1970 et la régionalisation provisoire de 1974.

Un nouveau Pacte... mort-né

C'est que l'Anversois estimait que la Flandre avait tout à gagner d'une avancée lui permettant de gérer davantage son destin économique et social. Mais pour cela, il fallait régler la question de Bruxelles et des francophones de la périphérie. Comme à l'époque, le FDF avait encore le vent électoral en poupe (contrairement à son allié sudiste, le Rassemblement wallon), le parti fédéraliste bruxellois était aussi conscient que la chance ne passerait pas nécessairement deux fois. Il accepta donc de négocier avec son frère ennemi nordiste ainsi qu'avec les sociaux-chrétiens et les socialistes néerlandophones et francophones. Un rapprochement rendu possible aussi par la bonne entente entre Lucien Outers et Hugo Schiltz qui se retrouvèrent souvent sur la même longueur d'onde. Au point de poursuivre leurs réflexions communes ensemble en terre périgourdine.

Après de longues palabres, l'inespéré se produisit : fin mai 1977, le PS, le SP, le CVP, le PSC ainsi que le FDF et la VU annonçaient la conclusion du Pacte d'Egmont qui rapprocherait plus la Belgique d'un système fédéral tout en maintenant les droits des Flamands et des franco-

phones. Très vite, les associations non partisans du Mouvement flamand montèrent au créneau contre l'accord avec l'appui des éditorialistes flamands qui trouvaient que leurs négociateurs avaient fait trop de concessions aux francophones. Ce qui mit aussi la pression sur l'aile la plus radicale de la Volksunie.

Un supporter assidu de la Nouvelle Droite

Finalement, ce qui devait arriver arriva : sa frange radicale de droite quitta le parti autour de Karel Dillen, une personnalité à la réputation sulfureuse dont l'agenda était flamingant mais aussi d'extrême droite. Proche de Maurice Bardèche, le beau-frère de Robert Brasillach, il était un adepte de la Nouvelle Droite et de la pensée d'Alain de Benoist. Pas vraiment un "pote" des militants progressistes de la VU comme Willy Kuypers, Nelly Maes, Vic Anceaux, etc., pour qui le nationalisme flamand devait aussi afficher des accents de gauche... Dillen avait déjà provoqué la direction du parti dès 1974 en créant un Vlaams Nationale Raad pour contrer

ceux qui dans la VU risquaient d'opter pour une approche gestionnaire plutôt que pour un engagement politique pur et dur dans l'opposition. Pour Dillen et C*, il fallait rester un parti aiguillon, un "zweeppartij" (parti fouet), pas un parti de gouvernement.

Du cartel au parti unique

Rebelote après le Pacte d'Egmont: Karel Dillen fonda le VNP, le Vlaams Nationale Partij alors qu'une autre ex-figure de proue de la VU, le Bruxellois Lode Claes, créait le Vlaamse Volkspartij. Ce dernier,

qui avait été échevin du... Gross Brüssel mis en place par l'Occupant pendant la Seconde Guerre, était aussi opposé au Pacte et davantage encore à Hugo Schiltz. Qui se ressemble s'assemble, surtout quand la "realpolitik" l'impose: aux élections législatives de 1978, les deux petites formations s'unirent en cartel pour devenir le Vlaams Blok. Karel Dillen fut élu mais pas Claes qui en tira les conclusions et quitta donc le VB.

Aux côtés de Le Pen

Pendant plusieurs législatures, le président autoproclamé à vie du Vlaams Blok se retrouva bien seul au Parlement belge (avant de se retrouver aux côtés de Jean-Marie Le Pen dans l'assemblée européenne) mais le vent tourna le 24 novembre 1991. Un vrai "dimanche noir" dans tous les sens du terme car ce jour-là, le nombre d'élus passa de 2 à 12 à la Chambre et de 1 à 5 au Sénat. Ce vote poujadopopuliste de rejet de la politique allait donner des ailes au parti qui rédigea un plan très raciste de 70 points dont il devait prendre ses distances, du moins officiellement lorsqu'il devint le Vlaams Belang. Mais auparavant, la Flandre avait été séduite par ces sirènes de l'exclusion puisque la formation d'extrême droite s'était imposée comme premier parti du Nord du pays.

Une situation très dérangeante pour son image... qui ne se prolongea cependant plus puisque le Vlaams Belang a vu partir nombre de ses électeurs vers la N-VA. Mais les cadres restent les mêmes. Ainsi, le président actuel, Tom Van Grieken est parfois présenté comme plus démocratiquement correct. Gare aux apparences: lors de son arrivée, ce "Baby Dewinter" a rendu hommage à "Théorisme des collabos flamands" et, provocateur patenté, il a débarqué un jour dans une école servant des repas halal avec des... hot dogs pur porc.

Christian Laporte

La frange radicale de droite quitta la VU avec Karel Dillen, une personnalité à la réputation sulfureuse dont l'agenda était flamingant mais aussi d'extrême droite. Proche de Maurice Bardèche, le beau-frère de Brasillach, il était un adepte de la Nouvelle Droite et d'Alain de Benoist.